

La lutte doit continuer

Après 46 jours de grèves, manifestations, blocages et actions coup de poing, la bataille pour être entendus contre la destruction de la solidarité de notre système de retraite, continue. Cela en fait déjà une lutte historique.

Du fait de l'impossibilité de la moindre évolution dans le sens des revendications exprimées, à savoir l'exigence très majoritaire du retrait de ce texte, **la lutte sociale** contre cette réforme retraite a, qu'on le veuille ou non, évolué en bataille à **caractère politique**.

Le jusqu'au-boutisme de l'Etat montre que le problème n'est plus cette réforme particulière, le problème c'est qu'ils veulent imposer coûte que coûte au plus grand nombre la volonté d'une minorité au pouvoir.

La durée de cette lutte ne caractérise pas un Etat « droit dans ses bottes » qui résisterait à la pression de la rue, et qui serait fort de sa légitimité électorale. C'est la marque d'une **dictature** qui ne porte pas son nom.

Limiter l'intervention des travailleurs et du peuple à choisir ses représentants parmi quelques-uns, à des échéances de 4, 5 ou 6 ans, ce n'est pas le pouvoir par le peuple. La démocratie représentative, dans les entreprises comme dans les institutions publiques, ne garantit plus le pouvoir réel du plus grand nombre.

Dans cette lutte, nous avons choisi notre camp: Nous sommes de ceux qui sont en grève pour impacter les transports, l'économie donc diminuer les profits, certains écriront « ruiner la France » car pour ceux-là, ruiner les riches, c'est ruiner un pays.

Nous sommes aux côtés de ceux qui bloquent les ports, les dépôts, les plateformes logistiques, etc.

Nous sommes aux côtés de ceux qui coupent le courant durant les vœux prononcés à deux mois des municipales, ceux qui crient leur révolte dans un théâtre parisien ou au siège d'une confédération syndicale qui, elle, a choisi son camp.

Nous sommes conscients d'être une minorité agissante, mais à la différence de celle qui nous fait face, et qui détient le pouvoir d'Etat, nous agissons conformément à la volonté du plus grand nombre.

La lutte doit se poursuivre sous toutes les formes, nous ne pouvons laisser ce pays être ce qu'il est devenu, un nouveau laboratoire du capitalisme ultralibéral. Nous appelons à continuer de rendre ce pays ingouvernable par la classe sociale qui détient les moyens de production, les médias et les rênes du pouvoir.

Cette réforme contre nos retraites ne se fera pas, elle est la goutte d'eau de trop dans une société inégalitaire où les échanges marchands ont remplacés les valeurs humaines.

Continuons la bataille, jusqu'à la victoire.

LA FNIC-CGT

APPELLE DONC A POURSUIVRE LES APPELS A LA GREVE DANS TOUTES LES ENTREPRISES ET A PARTICIPER MASSIVEMENT A TOUTES LES ACTIONS EN TERRITOIRE

LA FNIC-CGT

APPELLE NOTAMMENT A DES MOUVEMENTS DE GREVE MASSIFS LES

22, 23 et 24 JANVIER 2020